

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE  
D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:  
Hôtel de Ville  
BP 2205  
06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents	Procurations + Absents
25	17	8

N° de la séance : 07

Objet de la délibération : DGA / CV -  
Maîtrise d'ouvrage déléguée - Convention  
subséquente avec la commune de  
Valbonne

<div><div><div></div></div><div>Original</div></div> <div><div></div><div>Expédition certifiée conforme à l'original</div></div>
Pour le Président, Le Directeur Général des Services
Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : BC.2019.134

Date de la convocation :

**Le 09/07/2019**

**Certifié exécutoire compte tenu**

de l'affichage  
en date du **22 JUL. 2019**

de la réception s/Préfecture  
en date du **19 JUL. 2019**

Pour le Président,  
La Responsable de Service



Corinne PAVAN SAINTEAINE

**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DELIBERATIONS DU BUREAU  
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

**Séance du 15 juillet 2019**

L'an deux mil dix-neuf et le 15 juillet à 10h30, le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Les Genêts, 449 Route des Crêtes à Valbonne, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan Les Pins.

**PRESENTS :**

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Lionnel LUCA, Christophe ETORE, Guilaine DEBRAS, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Joseph LE CHAPELAIN, Eric MELE, Marguerite BLAZY, Roger CRESP, Dominique TRABAUD, Gilbert TAULANE, Richard THIERY, Claude BERENGER, René TRASTOUR, Joseph VALETTE

**ABSENTS :**

Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Jean-Pierre MASCARELLI, Gilbert HUGUES, Jean-Paul ARNAUD

**Madame DEBRAS,**

**Vu** la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles dite loi MAPTAM ;

**Vu** la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République dite loi NOTRe ;

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.) et notamment les dispositions des articles L.5211-17, L.5216-5 II 2° et L.5216-5 I 5° ;

**Vu** la délibération du Conseil Communautaire n° CC.2017.125 du 9 octobre 2017 portant prise de la compétence « gestions des milieux aquatiques et prévention des inondations » et de missions « hors GEMAPI » ;

**Vu** la délibération du Conseil Communautaire n° CC.2017.126 du 9 octobre 2017 portant prise de la compétence « gestion des eaux pluviales » ;

**Vu** la délibération du Conseil Communautaire n° CC.2018.043 en date du 9 avril 2018 ayant approuvé le principe des conventions cadre et subséquente de maîtrise d'ouvrage déléguée ;

**Vu** la délibération du Conseil municipal du 28 juin 2018 relative à la Convention cadre de maîtrise d'ouvrage déléguée de travaux, signée le 7 juin 2019 ;

Ainsi, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, la C.A.S.A. exerce en lieu et place des communes membres la compétence relative à la gestion des milieux aquatiques et à la prévention des inondations, intégrée aux compétences obligatoires, ainsi que la compétence gestion des eaux pluviales, et ce au titre de ses compétences facultatives.

La C.A.S.A dispose de la maîtrise d'ouvrage des travaux d'aménagement et de l'exploitation des cours d'eau, vallons et ouvrages pluviaux publics. Ses compétences sont liées à des objectifs de gestion et d'amélioration des conditions hydrauliques et environnementales. Elles peuvent accompagner des projets d'urbanisme (extensions de réseaux, ...), mais ne couvrent pas les aménagements induits par des projets communaux de voiries et espaces publics, ou des opérations de restructuration urbaine.

Toutefois, certains travaux programmés par les communes impactent les compétences récemment transférées à la C.A.S.A, en ce qu'ils comportent la réalisation de travaux plus ou moins importants sur les cours d'eau et les réseaux d'eaux pluviales qui peuvent relever de la C.A.S.A. Aussi, afin de ne pas interférer sur la programmation de ces travaux, mais aussi d'optimiser les conditions techniques et financières de leur mise en œuvre, la C.A.S.A et les Communes membres s'accordent sur le principe de déléguer aux Communes, la Maîtrise d'Ouvrage des opérations sus mentionnées au travers de convention cadre.

Le quartier de la route de Nice à Valbonne est sujet à des inondations lors d'événements pluvieux de faibles intensités.

Dans le cadre de son projet de requalification de l'ensemble des réseaux humides sur le secteur, la commune de Valbonne a lancé en 2017, une étude hydraulique en vue de réduire le risque inondation sur les habitations.

En 2018, la C.A.S.A., est devenue compétente en matière de gestion des eaux pluviales et de prévention des inondations, et a complété l'analyse hydraulique, en vue d'affiner le projet et arrêter les opérations prioritaires pour ce quartier. Compte tenu de la mise en œuvre de tranchées en voirie sur le même secteur, la C.A.S.A et la Commune se sont accordés sur le principe de mutualiser les phases travaux relatifs à l'approvisionnement en eau potable, aux eaux usées et aux eaux pluviales en vue de réduire les coûts.

Ces travaux ont pour objet :

- La requalification du réseau d'eaux pluviales existant sous la route de Nice pour une période décennale, par réseau en PVC ø800mm sur 65 ml
- L'extension d'un raccordement en PVC ø400 mm sur 25ml
- La mise en œuvre de regards de visitable

Le projet de la commune impacte les compétences récemment transférées à la C.A.S.A, en ce qu'ils comportent la réalisation de travaux plus ou moins importants sur les réseaux d'eaux pluviales et de lutte contre les inondations qui peuvent relever de la C.A.S.A.



En conséquence, il est proposé au Bureau Communautaire :

- d'approuver la convention subséquente de maîtrise d'ouvrage déléguée entre la C.A.S.A et la commune de Valbonne relative au renforcement des réseaux d'eaux pluviales sous la route de Nice, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Madame la Vice-Présidente déléguée aux risques naturels à signer ladite convention et tout acte afférent à l'exécution de celle-ci.

**LE BUREAU COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DE LA VICE-PRESIDENTE ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :**

- d'approuver la convention subséquente de maîtrise d'ouvrage déléguée entre la C.A.S.A et la commune de Valbonne relative au renforcement des réseaux d'eaux pluviales sous la route de Nice, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Madame la Vice-Présidente déléguée aux risques naturels à signer ladite convention et tout acte afférent à l'exécution de celle-ci.

AINSI FAIT ET DELIBERE  
A ANTIBES LE 15 juillet 2019  
Suivent les signatures  
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI



## **Convention subséquente de maîtrise d'ouvrage déléguée entre la C.A.S.A et la Commune de Valbonne relative à la requalification des réseaux d'eaux pluviales sous la route de Nice**

### **Liminaire :**

La Commune de Valbonne ayant approuvé par délibération n°9066 du conseil municipal du 28 juin 2018 la Convention cadre de maîtrise d'ouvrage déléguée de travaux, approuvée par délibération du Conseil Communautaire n°CC.2018.043 en date du 9 avril 2018, signée le 7 juin 2019

### **Exposé des motifs :**

Le quartier de la route de Nice est sujet à des inondations lors d'événements pluvieux de faibles intensités. Dans le cadre de son projet de requalification de l'ensemble des réseaux humides sur le secteur, la commune de Valbonne a lancé en 2017, une étude hydraulique en vue de réduire le risque inondation sur les habitations.

En 2018, la C.A.S.A., compétente en matière de gestion des eaux pluviales et de prévention des inondations, a complété l'analyse hydraulique, en vue d'affiner le projet et arrêter les opérations prioritaires pour ce quartier.

Compte tenu de la mise en œuvre de tranchées en voirie sur le même secteur, la C.A.S.A et la Commune s'accordent sur le principe de mutualiser les phases travaux AEP/EU/EP en vue de réduire les coûts, et d'en déléguer à la Commune, la Maîtrise d'Ouvrage de l'opération.

### **Entre :**

D'une part,

**La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis C.A.S.A**, dont le siège social est à la Mairie d'ANTIBES, cours Masséna 06600 ANTIBES, représentée par Madame Guilaine DEBRAS conformément à la délibération du Bureau Communautaire n° ..... en date du 15 juillet 2019.

Et

D'autre part,

**La Commune de Valbonne** représentée par son Maire, Christophe ETORE agissant en vertu d'une délibération du Conseil municipal,

## **Article 1 - Objet**

La Commune de Valbonne se voit confier la Maitrise d'ouvrage déléguée pour la requalification de réseaux d'eaux pluviales sous la route de Nice, permettant le transit d'un événement d'occurrence décennal.

Ces travaux ont pour objet :

- La requalification du réseau d'eaux pluviales existant sous la route de Nice pour une période de retour décennal, par réseau en PVC ø800mm sur 65 ml
- L'extension d'un raccordement en PVC ø400 mm sur 25ml
- La mise en œuvre de regards de visitable

*Nota : L'ovoïde en aval sera conservé, compte tenu de sa capacité permettant le transit du débit trentennal.*

## **Article 2 : Compétences confiées au maître d'ouvrage**

Le Maître d'Ouvrage délégué se voit confier par la présente la maîtrise d'ouvrage au sens de la loi du 12 juillet 1985 (Loi MOP) relative à la maîtrise d'ouvrage publique, pour les éléments qui suivent :

- Le montage financier de l'opération et la recherche de subventions ;
- La gestion administrative et financière du ou des marchés d'études préalables nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- La gestion administrative et financière du marché de maîtrise d'œuvre nécessaire à la réalisation de l'opération ;
- La gestion administrative et financière du ou des marchés de coordination SPS pour l'ensemble de l'opération ;
- La gestion administrative et financière du ou des marchés de travaux nécessaires à l'ensemble de l'opération ;
- Réception de l'ensemble des ouvrages ;
- Gestion de la garantie de parfait achèvement de l'ensemble des ouvrages nécessaires à l'opération ;
- Gestion de la garantie de bon fonctionnement attachée à l'ensemble des ouvrages de l'opération ;

De manière générale, la Commune se voit donc confier l'ensemble des tâches du maître d'ouvrage, des études de faisabilité des travaux à la réception des travaux jusqu'à la fin des délais de garantie.

A réception de l'opération, les ouvrages financés par la C.A.S.A et identifiés dans la convention subséquente relative à l'opération seront intégrés au patrimoine de la C.A.S.A. qui en assurera la gestion.

## **Article 3 : Modalités de versement et de participation financière de la C.A.S.A**

La C.A.S.A participera au financement des travaux tels que décrits ci-après :

- Les coûts prévisionnels de l'opération s'élèvent à 112 500 € HT et se décomposent comme suit :
  - o Coût estimé relatif à la maîtrise d'œuvre : 10 220 € HT
  - o Coût estimé relatif aux travaux : 102 280 € HT

La Commune joint à la présente convention subséquente un dossier comprenant les éléments techniques et financiers prévisionnels de l'opération envisagée.

prévisionnel est révisable. Il sera ajusté en fonction du décompte général définitif des prestations dans la limite d'une variation de 10 % du coût total des opérations (sans que soit requis un avenant à la présente convention). Les recettes afférentes à cette opération seront affectées à la C.A.S.A au prorata de ses dépenses.

En tant que maître d'ouvrage unique, la Commune avancera les frais engendrés. Le versement de la participation interviendra en deux phases. Lorsque la moitié des travaux sont exécutés, la C.A.S.A versera un premier acompte à hauteur de 50%, le solde interviendra à l'achèvement des travaux.

Afin de procéder au versement, la commune devra transmettre un état récapitulatif des dépenses daté et signé.

La Commune assure sans contrepartie financière la mission qui lui est confiée.

#### **Article 4 : Obligations de la Commune**

Dès que la présente convention aura un caractère exécutoire, la Commune pourra mettre en œuvre les obligations qui sont les siennes dans le cadre de la présente.

Il appartient à la Commune de transmettre tous les documents liés à la passation des marchés et à leurs exécutions à la C.A.S.A. Les documents transmis par les prestataires, programme, étude de conception..., devront faire apparaître le logo ainsi que le nom de l'ensemble des parties à la présente.

Les panneaux d'information placés sur le ou les chantiers qui seront réalisées pour la suite de l'exécution de l'opération devront comporter les logos et le nom de l'ensemble des parties.

La Commune assume pour l'ensemble de cette opération la totalité des obligations découlant de la loi du 12 juillet 1985 (Loi MOP) relative à la maîtrise d'ouvrage publique dans sa version en vigueur au jour de la signature de la présente.

La commune remettra à la C.A.S.A. l'ensemble des documents nécessaires à la gestion ultérieure de l'ouvrage, notamment le Dossier des Ouvrages Exécutés, le Dossier d'Intervention Ulérieure des Ouvrages, et les notices de fonctionnement et prescriptions de maintenance.

#### **Article 5 : Modalités de contrôle des parties**

La Commune s'engage à associer la C.A.S.A aux décisions principales de la Maîtrise d'Ouvrage et, à ce titre, à informer la C.A.S.A de manière complète et totale sur le déroulement des éléments de mission aux différentes phases de l'opération.

#### **Article 6 : Responsabilités & Assurance**

La souscription des assurances, et notamment « Tous Risques Chantier » et « Responsabilité Civile » incombe à la commune en sa qualité de Maître d'ouvrage délégué.

Une attestation d'assurance relative à l'opération de construction pour les garanties susvisées est remise au Maître d'Ouvrage C.A.S.A.

#### **Article 7 : Durée de la convention**

La présente convention produira ses effets à compter de la date de sa signature par les deux parties et prendra fin à l'extinction de la période de garantie pour le parfait achèvement des travaux.

#### **Article 8 : Modification – Résiliation de la convention**

Toute modification de la présente convention donnera lieu à l'établissement d'un avenant sauf cas prévu Article 3.

La résiliation de la convention pourra être prononcée, par l'une ou l'autre des parties, en cas de manquement grave à l'une des obligations au titre de la présente convention.

#### **Article 9 : Personnes habilitées à engager la commune**

Pour l'exécution des missions confiées à la Commune, seul Monsieur le Maire sera habilité à engager la responsabilité de la commune pour l'exécution de la présente convention.

Fait en deux exemplaires à Sophia Antipolis,

**La Vice-Présidente déléguée  
aux risques Naturels**

**Le Maire de la Commune de Valbonne**

**Guilaine DEBRAS**

**Christophe ETORE**

**AR réceptionné - Imprimer**

Date de l'acte : 15/07/2019  
Numéro : BC\_2019\_134  
Nature : DE - Deliberations  
Objet : Maitrise d'ouvrage déléguée - Convention subséquente avec la commune de Valbonne  
Matière : 8.4 - Amenagement du territoire

**Interlocuteur**  
Nom : CHALIER Vanessa

**Suivi des transactions****Accusé d'envoi**

Identifiant : 43KiTjn

**Accusé de réception préfecture**

Date de réception : 19/07/2019  
Identifiant : 006-240600585-20190715-BC\_2019\_134-DE

**Acte reçu**

Date : 15/07/2019  
Numéro interne : BC\_2019\_134  
Code nature : 1  
Code matière 1 : 8  
Code matière 2 : 4  
Objet : Maitrise d'ouvrage d'af@iãf@guãf@e - Convention subsãf@quente avec la commune de Valbonne  
Classification utilisée : 28/11/2018  
Document : 99\_DE-006-240600585-20190715-BC\_2019\_134-DE-1-1\_1.PDF

**Annexes**

Nombre : 1  
99\_AU-006-240600585-20190715-BC\_2019\_134-DE-1-1\_2.PDF

N